



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique

Dossier n° 94 20 202 - 2011/0163

Commune : IVRY-SUR-SEINE

Arrêté préfectoral n° 2022/4526 du 13 décembre 2022

portant réglementation complémentaire d'exploitation d'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) par la société Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU) S.A sise à Ivry-sur-Seine, 69 quai Auguste Deshaies

LA PRÉFÈTE DU VAL-DU-MARNE,

Officier de la Légion d'Honneur,

Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la directive européenne n° 2003/87/CE modifiée du Parlement et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre dans la communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil ;
- VU** la directive n° 2010/75/UE modifiée du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) dite « IED » ;
- VU** la décision d'exécution (UE) 2017/1442 de la commission du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion ;
- VU** l'arrêt du Tribunal de la Cour de Justice Européenne (troisième chambre élargie) du 27 janvier 2021, République de la Pologne c/ Commission européenne, affaire T-699/17 annulant la décision d'exécution (UE) 2017/1442 de la Commission, du 31 juillet 2017 ;
- VU** l'arrêt du tribunal de la Cour de Justice Européenne (troisième chambre élargie) du 27 janvier 2021 précisant que les effets de la décision d'exécution annulée sont maintenus jusqu'à l'entrée en vigueur, dans un délai raisonnable qui ne saurait excéder douze mois à compter de la date du prononcé du présent arrêt, d'un nouvel acte appelé à la remplacer ;
- VU** La décision d'exécution (UE) 2021/2326 de la commission du 30 novembre 2021 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion ;
- VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 511-1, L. 515-28, L. 515-30, R. 515-58 à R. 515-84 relatifs aux installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- VU** le décret n° 2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

- VU** le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées afin d'introduire dans la nomenclature les nouvelles rubriques correspondant à l'annexe 1 de la directive IED ;
- VU** le décret n° 2018-704 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées et certaines dispositions du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (GEREP) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2013 modifié relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), cet arrêté transpose quelques définitions, liste et critères de la directive ;
- VU** l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement (GIDAF) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;
- VU** le plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA) établi par l'arrêté du 10 mai 2017 qui contribuera à l'amélioration de la qualité de l'air ;
- VU** le guide de mise en œuvre de la directive sur les émissions industrielles du ministère de la transition écologique et solidaire daté de juillet 2017 (V2) ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2014/4919 du 8 avril 2014 portant autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement – demande d'autorisation présentée par la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain SA (CPCU) pour la rénovation et la mise aux normes de la centrale thermique exploitée au 69, quai Auguste Deshaies 94200 Ivry-sur-Seine ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2017/2911 du 9 août 2017 portant réglementation complémentaire d'exploitation d'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) par la société Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain S.A sise à Ivry-sur-Seine, 69, quai Auguste Deshaies ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2021/659 du 1^{er} mars 2021 portant délégation de signature à M. Bachir BAKHTI, Sous-préfet de Nogent-sur-Marne,
- VU** le rapport de base inclus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter en date du 6 décembre 2012, complété le 9 avril 2013 ;
- VU** le courrier de CPCU en date du 21 novembre 2019 demandant la modification de l'article 7.7.1 de l'arrêté préfectoral du 9 août 2017 portant réglementation complémentaire d'exploitation susvisé ;
- VU** le dossier de réexamen IED de l'établissement CPCU Ivry et ses annexes en date du 30 août 2018 complété par courriel en date du 3 mai 2021 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées référencé DRIEAT-IF/UD94/PADVME/2022/MAM/n°048 du 9 mars 2022 ;

VU la consultation de l'exploitant, en date du 19 mai 2022, sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

VU les observations de l'exploitant formulées par mail en date du 31 mai 2022 ;

CONSIDÉRANT que les activités de la société CPCU sont visées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiée relative aux émissions industrielles dites « IED » ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ne consiste pas à une refonte de l'ensemble des prescriptions applicables à l'établissement exploité par la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain et qu'il n'est pas nécessaire qu'il soit soumis à l'avis des membres du CoDERST ;

CONSIDÉRANT que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux installations de combustion (BREF LCP) ont été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 août 2017 ;

CONSIDÉRANT que par une décision d'exécution (UE) 2021/2326 de la commission du 30 novembre 2021, la commission a publié un nouvel acte destiné à remplacer la décision d'exécution (UE) 2017/1442 de la Commission du 31 juillet 2017, dans l'éventualité où la cour de justice annulerait la décision de 2017 ;

CONSIDÉRANT que conformément aux dispositions du code de l'environnement, dans un délai de 4 ans à compter de cette publication :

- les prescriptions, dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations, sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ;
- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions ;

CONSIDÉRANT que le dossier de réexamen complété démontre la prise en compte par l'exploitant des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles ;

CONSIDÉRANT les mesures proposées par l'exploitant dans le dossier de réexamen ;

CONSIDÉRANT les résultats des mesures d'autosurveillance des rejets atmosphériques et aqueux transmis par l'exploitant depuis la dernière autorisation ;

CONSIDÉRANT que les mesures réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des meilleures techniques disponibles décrites dans les documents de référence applicables à l'installation ;

CONSIDÉRANT en conséquence qu'il est nécessaire de réviser les valeurs limites d'émission des polluants atmosphériques des appareils de combustion de l'installation en fonction des performances actuelles de ces installations ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre en compte les modifications réglementaires relatives aux rejets aqueux introduites par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a aucune obligation réglementaire à ce que l'établissement soit pourvu d'un Plan d'organisation interne (POI) ;

CONSIDÉRANT que conformément aux dispositions des articles R. 515-60 et R. 515-70 du code de l'environnement il convient de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations de la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain, afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture du Val-de-Marne

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n° 2017/2911 du 9 août 2017 susvisé sont modifiées et complétées selon les dispositions de l'annexe au présent arrêté.

ARTICLE 2 – Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux mesures de publicité définies à l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté est

- adressée à la mairie d'IVRY-SUR-SEINE pour affichage pendant un mois et pour y être consultée par le public ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- adressée pour information au conseil municipal de la commune d'IVRY-SUR-SEINE ;
- insérée au recueil des actes administratifs et publiée sur le site internet des services de l'état dans le Val-de-Marne ;

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 3 – Délais et voies de recours

La présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction, peut être déférée au Tribunal Administratif de MELUN :

1°- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

2°- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Val-de-Marne, Monsieur le Maire d'IVRY-SUR-SEINE, le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CPCU.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Sous-préfet de Nogent-sur-Marne

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke, positioned above the name Bachir BAKHTI.

Bachir BAKHTI

ARTICLE 1^{er} : Les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n° 2017/2911 du 9 août 2017 susvisé sont modifiées et complétées selon le tableau suivant :

Référence de l'arrêté préfectoral antérieur	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral n° 2017/2911 du 9 août 2017	Article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées »	Supprime et remplace le tableau (Tableau de classement) Article 2
	Chapitre 2.1 « Exploitation des installations »	Ajout des articles 2.1.3, 2.1.4 et 2.1.5 Article 3
	Article 2.7.2 « Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection »	Modification des prescriptions (2ème tableau) Article 4
	Chapitre 3.1 « Exploitation des installations »	Ajout d'un article 3.1.6 Article 5
	Article 3.2.4 « Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques »	Modification des prescriptions Article 6
	Article 3.2.5 « Valeurs limites des flux de polluants rejetés »	Modification des prescriptions Article 6
	Article 4.3.9.1. « Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans une station d'épuration collective »	Modification des prescriptions (tableau des valeurs limites) Article 7
	Chapitre 5.1 « Principes de gestion »	Ajout d'un article 5.1.9 Article 8
	Chapitre 6.1 « Dispositions générales »	Ajout d'un article 6.1.4 Article 9
	Article 7.7.1 « Plan d'opération interne »	Modification des prescriptions Article 10
	Article 8.1.1 « Efficacité énergétique »	Modification des prescriptions Article 11
	Article 10.2.1.3 « Conditions de respect des valeurs limites – Mesures en continu »	Modification des prescriptions Article 12
	Article 10.2.1.5 « Conditions de respect des valeurs limites pour les mesures périodiques »	Modification des prescriptions Article 12
	Article 10.2.1.6 « Transmission des résultats »	Modification des prescriptions Article 12
	Article 10.2.2 « Surveillance des eaux résiduaires »	Modification des prescriptions Article 12

ARTICLE 2 : Le tableau de l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » du chapitre 1.2 « Nature des installations » du Titre 1 « Portée de l'autorisation et conditions générales » est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation/Volume	Régime
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW.	Puissance thermique nominale totale : 371,1 MW <ul style="list-style-type: none"> 3 chaudières au gaz naturel – 3 x 123,7 MW th (chaudières 1, 2 et 3) 2 groupes électrogènes de secours de 1 800 kVA et de 110 kVA alimentés au FOD 	A (IED)

A (Autorisation)

ARTICLE 3 : Les articles suivants sont ajoutés au Chapitre 2.1 « Exploitation des installations » du Titre 2 « Gestion de l'établissement » :

« Article 2.1.3 Management environnemental

L'exploitant met en place un système de management environnemental comprenant :

- l'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
- les procédures prenant particulièrement en considération les aspects suivants :
 - recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;
 - contrôle efficace des procédés ;
 - gestion des modifications.

Article 2.1.4 Management de l'énergie

L'exploitant met en place un système de management de l'énergie. L'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses équipements indiquant a minima à une fréquence mensuelle :

- la consommation de combustible par équipement ;
- l'énergie électrique produite ;
- la chaleur produite ;
- les rendements des installations calculés à partir de ces données.

Article 2.1.5 Plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement

L'exploitant établit un plan de gestion des périodes autre que les périodes normales de fonctionnement conforme à la meilleure technique disponible (MTD 10) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

ARTICLE 4 : Le tableau de l'article 2.7.2 « Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection » du chapitre 2.7 « Récapitulatif des contrôles à effectuer et des documents à transmettre à l'inspection » du Titre 2 « Gestion de l'établissement » est remplacé par le tableau suivant :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
1.5.1	Modification des installations ou de leur mode d'exploitation	Préalablement à la modification envisagée
1.5.5	Changement d'exploitant	Dans le mois qui suit le changement
1.5.6	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois (autorisation, enregistrement) / 1 mois (déclaration) avant la date de cessation d'activité
2.5.1	Déclaration d'incident ou d'accident	Dans les meilleurs délais
4.3.6.1	Autorisation de déversement dans le réseau	Dès réception
8.1.1	Examen relatif à l'amélioration de l'efficacité énergétique	Lors de chaque nouveau réexamen

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
10.1.3	Résultats des contrôles réalisés à la demande de l'inspection	Dès réception des résultats
10.2.1.6	Résultats des mesures des rejets atmosphériques	Trimestrielle (Autosurveillance) et dans le mois qui suit la réalisation pour le contrôle par un organisme agréé (GIDAF ¹)
10.2.2.3	Résultats des mesures des rejets aqueux	Semestrielle (Autosurveillance) et dans le mois qui suit la réalisation pour le contrôle par un organisme agréé (GIDAF)
10.2.4	Surveillance des sols	Tous les 5 ans ou dans les 6 mois suivant une modification notable, à transmettre avec le bilan annuel
10.2.6.3	Résultats du contrôle des niveaux sonores et commentaires de l'exploitant	Dans le mois qui suit la réception des résultats par l'exploitant
10.4.1	Déclaration des émissions (GEREP)	Annuelle
10.4.2	Bilans et rapports annuels	Annuel avant le 30 avril de l'année N pour l'année N-1 (GIDAF)
10.4.4	Dossier de réexamen	Dans les 12 mois suivant la publication des conclusions des MTD relatives à la rubrique principale

ARTICLE 5 : *L'article suivant est ajouté au Chapitre 3.1 « Conception des installations » du Titre 3 « Prévention de la pollution atmosphérique » :*

« Article 3.1.6 Combustible autorisé et suivi du combustible

Le combustible autorisé pour le fonctionnement est le gaz naturel.

L'exploitant énumère dans un document relatif aux combustibles les types de combustibles utilisés et précise pour chacun leur nature. Il réalise la caractérisation initiale complète du gaz naturel utilisé au moins pour les paramètres énumérés ci-dessous et conformément aux normes EN. Les normes nationales, les normes ISO ou d'autres normes internationales peuvent être utilisées, pour autant qu'elles garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.

La caractérisation initiale et le contrôle régulier du combustible peuvent être effectués par l'exploitant ou par le fournisseur du combustible. Dans la dernière hypothèse, les résultats complets sont communiqués à l'exploitant sous la forme d'une fiche produit (combustible) ou d'une garantie du fournisseur.

Pour le gaz naturel les substances ou paramètres à caractériser sont les suivants :

- PCI ;
- CH₄, C₂H₆, C₃, C₄⁺, CO₂, N₂, indice de Wobbe.

Les documents relatifs aux combustibles utilisés sont annexés au livret de chaufferie et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont conservés au moins trois ans. Ils indiquent la nature exacte du combustible livré, les quantités et les résultats des mesures des paramètres et substances caractérisées. »

ARTICLE 6 : *Les prescriptions des articles 3.2.4 et 3.2.5 du Chapitre 3.2 « Conditions de rejet » du Titre 3 « Prévention de la pollution atmosphérique » sont remplacées par les prescriptions suivantes :*

« Article 3.2.4 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

¹ GIDAF : Site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé.

Hors périodes de démarrage et d'arrêt telles que définies à l'article 3.2.6, chacun des rejets issus des installations respecte les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de 3 %.

➤ Poussières totales, CO, SO₂ et NO_x

Paramètre	Valeur limite d'émission journalière en mg/Nm ³	Valeur limite d'émission mensuelle et/ou périodique en mg/Nm ³	Valeur limite d'émission annuelle en mg/Nm ³
Poussières totales	5,5	5	3,5
CO	110	100	40
SO ₂	33	30	21
NO _x	105	95	70

➤ HAP, COVNM et métaux

Composés	Valeur limite d'émission en mg/Nm ³ (moyenne sur la période d'échantillonnage de 30 minutes au minimum et de 8 heures au maximum)
HAP	0,01
COVNM ² en carbone total	50
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As + Se + Te)
Plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	5

Article 3.2.5 Valeurs limites des flux de polluants rejetés

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère sont inférieurs aux valeurs suivantes :

Flux	Flux total (Somme des 3 chaudières)	
	Flux horaire maximal en kg/h	Flux horaire maximal (en moyenne annuelle) en kg/h
Poussières totales	2,4	1,68
CO	48	19,2
SO ₂	14,4	10,1

Flux total (Somme des 3 chaudières)		
Flux	Flux horaire maximal en kg/h	Flux horaire maximal (en moyenne annuelle) en kg/h
NO _x en équivalent NO ₂	45,6	33,6

»

ARTICLE 7 : Le tableau de l'article 4.3.9.1 « Rejets dans une station d'épuration collective » du chapitre 4.3 « Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu » du Titre 4 « Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques » est remplacé par les tableaux suivants :

Paramètres	Valeurs limites
pH	5,5 – 8,5
Température	<30 °C

Paramètres	N° CAS	Code Sandre	Concentration en moyenne journalière en mg/l	Flux Total en kg/j (pour 400 m³/j)
MEST	-	1305	600	75
DBO ₅	-		800	100
DCO	-	1314	2000	250
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	0,5	0,2
Hydrocarbures totaux	-	7009	10	4
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	-	1551	30	12
Phosphore total	-	1350	10	4
Sulfates	14808-79-8	1338	2000	800
Sulfites	14265-45-3	1086	20	8
Sulfures	18496-25-8	1355	0,2	0,08
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	16984-48-8	7073	30	12
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	0,05	< 0,002
Arsenic et ses composés	7440-38-2	1369	0,025	0,010
Plomb et ses composés	7439-92-1	1382	0,025	0,010
Mercure et ses composés	7439-97-6	1387	0,02	< 0,002
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,05	<0,02
Cuivre dissous	7440-50-8	1392	0,05	0,02
Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,050	0,010
Zinc dissous	7440-66-6	1383	0,8	<0,2

ARTICLE 8 : L'article suivant est ajouté au Chapitre 5.1 « Principes de gestion » du Titre 5 « Déchets » :

« Article 5.1.9 Plan de gestion des déchets »

L'exploitant met en place un plan de gestion des déchets produits sur son site conforme à la meilleure technique disponible (MTD 16) de la décision d'exécution n°20 17/1 442 du 31 juillet 2017. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

ARTICLE 9 : *L'article suivant est ajouté au Chapitre 6.1 « Dispositions générales » du Titre 6 « Prévention des nuisances sonores et des vibrations » :*

« Article 5.1.9 Plan de gestion des nuisances sonores »

L'exploitant met en place un plan de gestion des nuisances sonores conforme à la meilleure technique disponible (MTD 17) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

ARTICLE 10 : *Les prescriptions de l'article 7.7.1 du Chapitre 7.7 « Dispositions d'urgence » du Titre 7 « Préventions des risques technologiques » sont remplacées par les prescriptions suivantes :*

« Article 7.7.1 Plan d'intervention et de sécurité »

L'établissement fait l'objet d'un plan d'intervention et de sécurité (PIS), établi par les services d'incendie et de secours, sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii de l'étude de dangers des installations.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du PIS en collaboration avec les services d'incendie et de secours.

Cela inclut notamment :

- l'organisation de tests périodiques du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations.

Dans le cas où un exercice de mise en œuvre du PIS est organisé sur le site par les services d'incendie et de secours, l'inspection des installations classées est informée, au moins un mois à l'avance, de la date retenue pour cet exercice.

Le compte rendu d'exercice, accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

ARTICLE 11 : *Les prescriptions de l'article 8.1.1 du Chapitre 8.1 « Utilisation rationnelle de l'énergie » du Titre 8 « Utilisation rationnelle de l'énergie et lutte contre les gaz à effet de serre » sont remplacées par les prescriptions suivantes :*

« Article 8.1.1 Efficacité énergétique »

L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO₂).

L'exploitant réalise dans un délai de 3 mois à compter du présent arrêté, et en tant que de besoin, une mesure de l'efficacité énergétique (rendement électrique ou rendement thermique) à pleine charge (régime nominal) de chacune des chaudières.

La mesure est réalisée conformément aux normes en vigueur ou selon une procédure définie par l'exploitant, s'il n'existe pas de norme, afin de garantir l'obtention de données de qualité scientifique équivalente entre les mesures.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réalisation.

Après chaque modification susceptible d'avoir une incidence sur le rendement des installations, une mesure à charge nominale du rendement électrique ou thermique, selon l'équipement modifié, est réalisée. Ces résultats sont interprétés au regard de la mesure d'efficacité énergétique précédente réalisée.

Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant fait réaliser par une personne compétente un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

Cet examen est renouvelé à chaque réexamen périodique prévu à l'article L. 515-28 du code de l'environnement. »

ARTICLE 12 : *Les prescriptions des articles 10.2.1.3, 10.2.1.5, 10.2.1.6 et 10.2.2 du Chapitre 10.2 « Modalités de l'exercice et contenu de la surveillance » du Titre 10 « Surveillance des émissions et de leurs effets » sont remplacées par les prescriptions suivantes :*

« Article 10.2.1.3 Conditions de respect des valeurs limites – Mesures en continu

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.4 du présent arrêté sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission mensuelles.

Les valeurs moyennes validées sont déterminées conformément à l'article 10.2.1.4 du présent arrêté.

Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt déterminées conformément à l'article 3.2.6 du présent arrêté.

Toutefois, les émissions de polluants durant ces périodes sont estimées et rapportées dans les mêmes conditions que le bilan des mesures et la déclaration annuelle des émissions prévus (GEREP).

Article 10.2.1.5 Conditions de respect des valeurs limites pour les mesures périodiques

Dans les cas où des mesures en continu ne sont pas exigées, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre 3.2 du présent arrêté sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

Article 10.2.1.6 Transmissions des résultats

Les résultats des mesures réalisées au titre de l'article 10.1.5.1 sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures annuelles réalisées au titre de la partie IV de l'article 10.1.5.2 sont transmis dans le mois qui suit leur réalisation.

Les résultats sont accompagnés de commentaires précisant leur conformité et d'éléments sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article 10.2.2 Surveillances des eaux résiduaires

Article 10.2.2.1 Programme de surveillance

Les mesures sont réalisées conformément aux normes mentionnées dans l'avis du 17 décembre 2020 du ministère chargé de l'environnement sur les méthodes normalisées de

référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit. La surveillance s'exerce sur les paramètres et selon les fréquences suivantes :

Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant Périodicité de la mesure
Débit	Mesure permanente en continu et mesure trimestrielle sur 24 h
pH	
Température	
MEST	Trimestrielle
DBO ₅	
DCO	
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	Trimestrielle
Phosphore total	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	Semestrielle
Hydrocarbures totaux	
Sulfates	
Sulfites	
Sulfures	
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	
Arsenic	
Mercure et ses composés	
Nickel et ses composés	
Cuivre dissous	
Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	
Chrome hexavalent	
Zinc dissous	
Arsenic	
Cadmium et ses composés	
Plomb et ses composés	

Dans le cas où pour un paramètre donné plusieurs résultats de mesures consécutifs sur une année montrent que les concentrations mesurées sont en dessous des seuils de détection des méthodes normalisées, l'exploitant peut abandonner la surveillance du paramètre. Il en informe l'inspection des installations classées. Le paramètre reste soumis à la mesure annuelle par un organisme agréé visée à l'article 10.2.2.2.

Article 10.2.2.2 Contrôle par un organisme agréé

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants visés à l'article 4.3.9.1 par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées. S'il n'existe pas d'organisme agréé, le laboratoire devra être agréé par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le

cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Article 10.2.2.3 Transmissions des résultats (concentrations et flux)

Les résultats des mesures réalisées au titre de l'article 10.2.2.1 sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées et les résultats des mesures annuelles réalisées au titre de l'article 10.2.2.2 sont transmis dans le mois qui suit leur réalisation.

Les résultats sont accompagnés de commentaires précisant leur conformité et d'éléments sur les causes de dépassement constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. »